

Journée du 6 juillet
Un milliard d'euros pour la transition juste

Nous résisterons !

*Lettre de Claude Alphandéry
&
Discours de Bastien Sibille
aux mille volontaires du 6 juillet*

Lettre et discours d'introduction
à la journée du 6 juillet 2023
au Collège des Bernardins
et en visioconférence

Lettre de Claude Alphantéry à l'assemblée du 6 juillet

Je ne sais si ma santé me permettra de participer physiquement à l'assemblée du 6 juillet ; mais je tiens à exprimer mon adhésion au plan d'action proposé tant il me rappelle – sans les rejoindre complètement – les grandes heures de la Résistance à l'envahisseur nazi : en 1940 une guerre effroyable, puis une répression implacable ; aujourd'hui, la violence plus contenue, plus sournoise de puissances financières qui mènent depuis les années 80 une course sans frein à la suprématie.

Dans les 2 cas, des dangers, des souffrances immenses provoquent chez les citoyens des réactions très vives ; mais, dispersées, désunies, elles peinent à s'unir – tant au début de l'occupation(1940_43) que de nos jours, depuis le retour offensif du libéralisme économique – et ne parviennent à passer d'objectifs limités à un mouvement général créant une situation radicalement nouvelle.

Il y a eu pourtant des moments – je les ai vécus - où les résistants sont parvenus à surmonter leurs divisions, à s'unir dans des actions solidaires. Il me semble utile d'en remémorer brièvement les circonstances par ce qu'elles paraissent pouvoir inspirer notre démarche présente pour lier, solidifier, élargir des solidarités naissantes.

Au début de 1943, le général De Gaulle, inquiet du peu de cas des alliés pour la France libre (en choisissant Giraud pour gouverner l'Afrique du nord), s'efforce de leur tenir tête en s'appuyant sur la résistance unie derrière lui, comme une incarnation de la France.

A cet effet, il charge Jean Moulin de relier, d'unir les actions dispersées menées par de multiples réseaux sous des impulsions diverses, individuelles ou collectives, privées ou publiques, politiques, confessionnelles, économiques ou culturelles.

Jean Moulin a le temps, avant son arrestation et sa torture par les nazis de mettre en place ces liens, de tracer les voies d'une unification région par région. Il me charge en avril 1943 de mener cette action dans la Drôme.

Au même moment la mise en œuvre du Service de Travail Obligatoire(STO) en Allemagne indignent les travailleurs qui sans être pour beaucoup d'entre eux des résistants actifs refusent d'être en exil la main d'œuvre de l'effort de guerre allemand. Des milliers d'entre eux pour se cacher se pressent dans les maquis.

Il fallait pour les accueillir organiser ceux-ci , les sécuriser, les armer, les ravitailler. Il fallait aussi, tâche plus ardue encore, apprendre à vivre ensemble de façon

totallement nouvelle à des hommes (car les femmes malgré l'héroïsme d'un grand nombre restaient à l'écart) n'ayant jamais connu que le travail et leurs voisins.

La vie dans ces camps a donné lieu à un étonnant apprentissage. J'en retiens l'extraordinaire aventure de ces fugitifs qui non seulement trouvent refuge, mais apprennent à se battre pour se défendre et plus encore deviennent des citoyens, se soucient de l'avenir, s'échangent des idées, coopèrent sur des savoir faire, découvrent des comportements et des solutions ; celles ci, contre toute attente influant sur la politique nationale en pesant sur les auteurs du programme du CNR.

Cet apprentissage imprévu au départ, lorsque les réseaux dispersés de la résistance se sont unis pour organiser des maquis d'abord sans autre portée que le refuge et la défense, a produit un formidable mouvement de transformation de la société ; il a formé une grande part de ceux qui dans les entreprises, les institutions et les collectivités ont encadré les évolutions des 30 glorieuses.

Je suggère qu'il soit un exemple précieux pour l'effort de lien et de coopération entre les résistances que nous voulons enclencher le 6 juillet.

Les citoyens qui se réunissent en ce jour sont les enfants de ceux qui ont fait la Résistance. Les réseaux auxquels ils se rattachent ressemblent aux maquis de naguère.

Pour se défendre des dangers extrêmes qui sont les nôtres – d'ordre écologique social, économique, culturel, politique, ils apprennent à se rassembler, à élaborer des projets communs, à se fonder en un grand mouvement de transformation et de libération. Ce n'est pas facile, mais l'exemple des jours heureux du CNR montre que c'est possible et nous aussi le réaliserons !

Claude Alphandéry, le 25 juin 2023

Discours de Bastien Sibille aux mille volontaires du 6 juillet

6 juillet 2023
Collège des Bernardins

Les forêts brûlent si fort au Canada que leurs fumées se propagent jusque l'Europe. Avec elles disparaissent des mondes de bio-diversité. Sur le sol même de notre pays, l'eau vient à manquer. Partout le changement climatique altère la vie et la bio-diversité s'effondre.

Les feux des forêts canadiennes sont de la même composition que ceux qui ont brûlé nos villes la semaine passée. Et ce sont les mêmes causes qui génèrent l'assèchement de nos sols et celui de notre lien social. La crise écologique et la crise sociale sont les deux faces d'une même pièce : la destruction écologique du monde par quelques-uns se fonde sur l'exploitation économique de tous les autres.

Disant cela, je ne vous fais pas encore part de notre indignation, je dresse juste un constat.

Nous avons les moyens de résoudre la crise écologique et sociale. Nous pouvons le faire. Nous avons les techniques, nous avons les idées, nous avons les relations sociales, nous avons les méthodes, nous avons les institutions politiques, nous avons l'argent.

Or nous n'utilisons pas ces ressources pour résoudre la crise écologique et sociale.

Là naît l'indignation.

Est-il acceptable que Total Energies, LVMH et BNP Paribas fassent en un an 43 milliards de bénéfices alors que la transition écologique juste n'est pas financée ?

Est-il acceptable, alors que l'innovation sociale est si peu financée, que la start-up Sorare dont le métier est de créer des cartes numériques à l'effigie des joueurs de football lève 680 millions de dollars et soit valorisée 4,3 milliard de dollars ?

Est-il acceptable, alors que les pouvoirs publics financent si peu nos organisations, qu'un milliard d'euros de subventions soient donnés à l'entreprise ProLogium ?

Voyez tout cet argent. Un milliard nous semble beaucoup alors que trois entreprises françaises font un an 43 milliards de bénéfices. Nous ne jouons pas à armes égales. Cela n'est plus acceptable.

Notre indignation face au manque de moyens affectés à nos actions de transition écologique et solidaire est une juste indignation.

**

Pourquoi ne sommes-nous pas suffisamment financés ?

Nous ne sommes pas suffisamment financés (1) parce que les actions que nous conduisons, nos modèles économiques, nos formes juridiques, ne sont pas suffisamment rentables sur le plan financier et (2) parce que le capital ne peut pas détenir nos gouvernances.

Je vous en donne un exemple. La coopérative de covoiturage que je préside, Mobicoop, a levé un million d'euros en 2022. Cela lui a pris trois ans. Sur la même période, sa principale concurrente, une société de capitaux de taille comparable, avec un modèle économique comparable, a levé 12 millions d'euros. Cette entreprise privée a donc aujourd'hui une capacité d'action douze fois supérieure à la nôtre.

La raison en est simple. Quand je m'assieds devant des financeurs, je suis assez vite amené à leur dire trois choses : 1/ vous ne ferez pas de plus-value sur la revente des parts sociales au moment de votre sortie ; 2/ nous ne distribuons pas de dividendes ; 3/ vous n'aurez qu'une voix à notre assemblée générale. Généralement, à ce stade de l'énoncé, les fonds d'investissement quittent la table.

Les plus téméraires d'entre eux, au moment de sortir, me disent toutefois : nous n'entrerons pas en capital, mais nous pouvons vous financer en dette, sous la forme d'un prêt participatif par exemple. Celui-ci est généralement entre 7 et 10% d'intérêt. Or notre modèle économique est orienté vers la transition écologique et sociale. Il ne génère pas les bénéfices suffisants pour absorber 7 à 10% d'intérêts sur la dette.

Pour ces raisons, nos projets ne satisfont pas les exigences de rentabilité du capital.

Financer nos actions de transition écologique et solidaire requiert de changer le rapport de la finance à la lucrativité du capital. La transition écologique requiert que le capital soit moins rémunéré. Voir pas rémunéré du tout.

C'est la condition pour que des fonds puissent être tracés vers des organisations ayant encadré la rémunération du capital. Concrètement, cela veut dire que la dette doit être rémunérée de la façon suivante : taux d'inflation + 1% pour la gestion. Et que les plus-values de cession soient encadrées de la façon suivante : inflation + 1% pour la gestion + 1% pour le risque. Soit inflation + 2% .

Comment modifier le rapport de la finance à la lucrativité du capital ? Comment transformer cette indignation en une force positive susceptible de modifier notre accès aux financements ? Comment obtenir que nos projets ne soient plus les parents pauvres du financement ?

Nous avons deux leviers d'action.

**

Le premier consiste à entrer en résistance et mettre sous pression les acteurs du financement.

Pour cela, il nous faut nous allier les uns aux autres. C'est ce que nous dit Claude Alphandéry dans sa lettre sur les conditions de l'alliance dans un temps de résistance.

Constituons ensemble une force, constituons un réseau de personnes capables de peser sur les instances des financeurs. Cela nous demande de construire un récit qui nous relie. Cela nous demande de nous connaître, d'établir une relation de confiance entre nous. Cela nous demande d'identifier les lieux sur les territoires depuis lesquels nous pourrions rayonner. Cela nous demande d'articuler les réseaux existants.

Nous sommes 997 aujourd'hui. Nous sommes les 997 premiers. A partir de maintenant, nous allons nous étendre. Pas pour le plaisir du volume, mais parce que nous avons besoin d'être nombreux pour avoir la capacité d'influence requise pour faire bouger les lignes des institutions de financement et pour constituer un Fonds citoyen. Chacun, chacune de vous va ici jouer un rôle clef.

Car le sujet de notre extension est avant tout celui de la confiance. Nous avons besoin d'être nombreux, mais nous avons surtout besoin que notre lien soit profond. La lutte que nous engageons va durer longtemps. Elle va nous mettre sous tension. Notre résilience est directement liée à la qualité des liens que nous établirons entre nous. Claude Alphandéry nous dit que le maquis, c'est avant tout une histoire de confiance entre les hommes et les femmes qui partagent un objectif commun, des temps communs, des actions communes. Approfondissons cette confiance entre nous.

Lorsque ce réseau sera constitué, nous engagerons notre capacité d'influence collective pour modifier la trajectoire d'investissement d'un ensemble de grands bailleurs de fonds. En nous investissant dans leurs Conseils d'administration, en convainquant leur actionnariat, en convainquant leur sociétariat, en convainquant leurs salariés. En menant des actions de communication coordonnées qui les

mettent face à leurs engagements. En présentant un front uni dans nos demandes de financement.

Le premier levier d'action est de mettre sous pression les acteurs du financement. De leur dire qu'ils ne peuvent pas tout à la fois se revendiquer de la transition écologique et solidaire et continuer à investir en exigeant une rémunération du capital identique à celle du passé. De les conduire à changer leurs thèses d'investissement.

**

Le second est de travailler avec eux. De leur apporter des solutions.

Certains acteurs sont plus proches de nous et c'est avec eux qu'il nous faut dialoguer en premier lieu. Je pense ici aux grandes maisons d'économie sociale. Le Crédit Mutuel a décidé d'affecter 15% de son bénéfice annuel à un fonds dont la vocation est d'investir dans des actions écologiques. Cela représente un apport de 500 millions par an. Aidons les autres structures d'économie sociale à prendre des décisions similaires. Aidons le Crédit Mutuel en identifiant les projets à soutenir.

Je pense ici à l'ensemble des banques et dispositifs de financement de l'ESS, de France Active à Socoden en passant par le Crédit-Coopératif.

Et je pense à l'Etat. Mettons les guichets de l'Etat face à leurs responsabilités. Le Directeur général de la Banque des territoires, Éric Lombard, vient d'annoncer une « Radicalité » verte et 100 milliards d'euros pour la transition écologique. Disons lui : chiche !

**

Ces deux leviers pourraient être actionnés depuis un Fonds citoyen, que ce dernier soit un Fonds ad-hoc ou un réseau de Fonds sous contrôle citoyen, cela nous le déterminerons dans les prochains mois.

Car au-delà du véhicule financier, ce qui est déterminant c'est le réseau de personnes qui permettra au Fonds de voir le jour et de rester connecté à son objectif.

La relation entre citoyenneté et financement de la transition est déterminante. Pour être au plus proche des besoins des territoires et des habitants, il est utile que la politique générale d'investissement du Fonds soit déterminée par les citoyen.nes et non pas seulement par les financiers.

Pour garantir que la rationalité qui préside aux thèses d'investissement soit la rationalité du bien commun et non la rationalité financière.

Par cette démarche de Fonds citoyen pour la transition doté d'un milliard d'euros, nous sommes en train de dire trois choses :

- il faut des moyens pour les organisations qui font la transition écologique et solidaire sur les territoires ;
- il faut une révolution de la finance dans son rapport au capital pour qu'elle soit à la hauteur des défis de la transition ;
- il faut relier finance et citoyenneté en ré-encadrant la finance dans la citoyenneté et en disant aux citoyen.ne.s qu'ils peuvent le faire, qu'ils ne sont pas dépossédés de la question financière.

**

Bien organisés, nombreux, nombreuses, conscients de la justesse de nos combats, de leur adéquation avec les enjeux écologiques et solidaires, conscients de notre capacité d'influence, nous pouvons aller chercher un milliard d'euros. Nous pouvons les injecter dans tous nos projets. Nous pouvons faire une différence massive.

Nous sommes 997 ce 6 juillet.

Je nous regarde et je suis fier de ce que nous faisons, je suis fier de nos combats, je suis fier que nous n'ayons pas renoncé !

Nous déclarons ouverte notre résistance, nous déclarons ouverte la bataille du milliard !

Et nous vous proposons de vous lever et de vous applaudir. D'applaudir les cinquantes bénévoles qui se sont mobilisés en quelques semaines pour organiser cette journée. Et de nous applaudir collectivement, nous tous qui sommes là parce que nous croyons dans notre capacité à mener la transition écologique et solidaire ! Oui nous allons aller chercher un milliard d'euros !

Bastien Sibille, le 6 juillet 2023